



Au Sommaire

Page 1 :

- L'édito

Page 2 :

- Retraites : l'énorme manifestation du 19 janvier à Fécamp

Page 3 :

- Les manifestations du 31 janvier se préparent à fond

Pages 4 à 6 :

- Médias : avalanche d'intox sur les retraites
- Le ministre Franck Riester crache (un peu) le morceau

Page 7 :

- La haine anti-syndicale du RN reprend le dessus

Page 9 :

- L'enrichissement record des milliardaires : une solution pour financer les retraites



31 JANVIER : ENCORE PLUS FORT



[Les médias bien en cour](#) nous avaient annoncé un « jeudi noir », une « journée d'enfer » pour les Français. Ils ont eu droit à un jeudi d'espoir pour le monde du travail. Ce jeudi 19 janvier 2023, les français se sont levés en masse pour dire leur rejet de l'allongement de l'âge de la retraite. [A Fécamp, ce sont plus de 1500 personnes qui ont manifesté](#). Il faut remonter aux attentats contre Charlie Hebdo pour retrouver une telle foule dans les rues de la cité des Terre-Neuvas

Le gouvernement d'Emmanuel Macron et d'Elisabeth a choisi l'épreuve de force contre son propre peuple. Mais, [avec près de 2 000 000 de manifestants en France, la 1ère passe d'armes est à l'avantage du peuple](#). Et maintenant ? Unis, les citoyennes et les citoyens peuvent gagner. Fabien Roussel a bien résumé la situation en s'adressant à ses partenaires de la NUPES: « dans cette

bataille dure et longue, il va falloir que nous respections le calendrier des organisations syndicales, sans se disperser »

Pour le PCF, comme pour tous les autres partis écologistes et de gauche, l'enjeu est de penser à un système de retraite et à son financement où l'allongement de la durée de vie ne soit plus considéré comme un problème mais comme une bonne nouvelle. Un système qui ne vole pas l'espérance de vie en bonne santé. Un système où chacun cotise à sa juste part, qu'il soit salarié ou actionnaire du CAC40. Un système qui change le rapport au travail et soit un véritable progrès de civilisation au lieu du projet de régression sociale du gouvernement, que soutient la députée de Fécamp Mme Poussier-Winsback. Deux visions s'affrontent : la vision libérale où la retraite est un temps improductif donc inutile. Et celle de la majorité des Français, où, après toute une vie de travail, la retraite est un temps utile pour soi, pour les siens, pour toute la société

Pour leur part, les communistes ont élaboré dès 2020 un projet solide

[« pour une retraite universellement juste »](#), qui a été repris lors de la élection présidentielle par Fabien Roussel. Avec l'idée que cette question essentielle soit tranchée par une consultation du peuple français par référendum

L'urgence du jour est de réussir l'acte II de la levée en masse à laquelle appelle le front syndical ce mardi 31 janvier. Ce numéro du Rouge-Gorge espère y contribuer, tout comme le site mis en ligne sur Internet par l'Humanité : [« retraites, tout comprendre pour mieux vous défendre »](#)

Pour Fécamp, rendez-vous est donné ce mardi 31 janvier à 14 h 30 rue Henri Dunant (ancien hôpital)

Passez le mot à vos parent-e-s, vos ami-e-s, vos collègues de travail, vos voisin-e-s, vos réseaux sociaux : mardi, mettez-vous sur votre 31 !!!

La manifestation du 19 janvier à Fécamp

Il y avait bien longtemps qu'une telle foule n'était pas descendue dans les rues de Fécamp. Plus de 1500 personnes sont venues dire leur rejet de la réforme des retraites du président Emmanuel Macron et de sa députée Marie-Agnès Poussier-Winsback



La manifestation du 31 janvier se prépare à fond !

Après le succès retentissant des manifestations du 14 janvier, l'intersyndicale donne rendez-vous aux Françaises et aux Français ce mardi 31 janvier. Pour faire encore plus fort pour exiger qu'Emmanuel Macron et ses députés retirent leur projet d'allongement à 64 ans de l'âge de départ en retraite. [Partout en France, les syndicats sont sur le terrain](#). A Fécamp, le rendez-vous est fixé à l'espace Henri Dunant, à 14 h 30, ce mardi 31 janvier



Manifestations aux flambeaux au Havre et à Rouen



Des mairies ferment leurs portes en solidarité avec les manifestations

La décision de plusieurs mairies, notamment à direction communiste, de fermer leurs portes le 31 janvier, en signe de soutien aux manifestations, fait des vagues dans le landernau médiatico-politique. [Les éditorialistes bien en cour s'étranglent](#) de rage

Bravant le froid, des manifestations aux flambeaux ont réuni des milliers de personnes afin de maintenir la pression sur le gouvernement, sans l'attente de la journée du 31 janvier. But de ces manifestations: permettre à celles et ceux qui ne peuvent pas se permettre de perdre une journée de salaire de venir eux aussi manifester leur opposition à la réforme des retraites de Macron



Blocage des quais rive gauche à Rouen

À Rouen, ce jeudi 26 janvier, les dockers ont bloqué les accès à l'opérateur céréalier Sénalia au niveau des quais rive gauche pour afficher leur opposition au report de l'âge légal de départ à la retraite.

Emmenés par le secrétaire général du syndicat Yann Mallet, une cinquantaine de dockers de #Rouen bloquent depuis ce matin les accès à l'opérateur céréalier @Senalia sur les quais rive gauche



10:27 AM · 26 janv. 2023





DÉCRYPTAGE

Avalanche d'intox sur les retraites

COMMUNICATION Après la levée en masse des Français-es ce jeudi 19 janvier, les macronistes s'acharment à maquiller en progrès les reculs sociaux de leur réforme, sans succès pour l'instant. Passage en revue des pires contre-vérités...

C'est à vous dégoûter de la communication politique. Les ministres ont beau se relayer sur les plateaux de télévision, réciter sans faillir leurs éléments de langage, les électeurs ne veulent rien entendre. Seuls 29 % des Français soutiennent le recul de l'âge légal à 64 ans, selon un sondage Ifop publié ce lundi. Depuis plusieurs mois, et plus encore depuis les annonces du 10 janvier, les ministres ont pourtant puisé avec méthode dans le petit bréviaire de propagande à l'usage des gouvernements libéraux. Règle numéro un : noircir le tableau pour faire passer la réforme comme inévitable. Règle numéro deux : présenter la moindre concession comme un progrès social majeur. Règle numéro trois : renvoyer les opposants dans le camp des idéalistes irresponsables.

Budget « L'urgence de préserver le régime »

La première ministre a ouvert le bal, lors de la présentation de la réforme, le 10 janvier. « C'est pour le préserver que nous devons faire évoluer le système de retraite ! » martèle Élisabeth Borne, estimant que « laisser accumuler les déficits serait irresponsable ». Dans la foulée, le ministre de l'Économie en ajoute une couche : « Ce régime accusera 13,5 milliards d'euros de déficit en 2030, assure-t-il. C'est un problème grave. » Rapporté au PIB, le trou tant redouté paraît bien plus supportable. Selon le Conseil d'orientation des retraites (COR), le déficit du régime oscillerait entre 0,5 et 0,8 point de PIB seulement, jusqu'en 2032 (1). Et le COR de préciser que ces projections « ne valident pas le bien-fondé des discours qui mettent en avant l'idée d'une dynamique non contrôlée des dépenses de retraite ».

En réalité, la vraie justification de la réforme est à rechercher dans le pacte de stabilité de juillet 2022, transmis

.../...



MAUD VERGNOL

Les chiens de garde de la Macronie

Le gouvernement n'arrive pas à « convaincre ». Il n'y parviendra pas plus demain qu'aujourd'hui. Les macronistes ont beau se débattre comme de beaux diables pour « faire œuvre de pédagogie », leur mantra, près de deux tiers des Français sont opposés au report de l'âge légal de départ à la retraite. Mais cette pratique condescendante, consistant à prendre les Français pour des veaux, pourrait se retourner contre le pouvoir. Les grands mouvements sociaux sont aussi de grands moments d'éducation populaire, pendant lesquels le débat public n'est plus confisqué par la hargne technocrate et sa batterie d'arguments d'autorité. Chacun des reculs sociaux imposés par le pouvoir macroniste est systématiquement présenté comme « indispensable et vital ». Mais les faits sont là, têtus, comme nous le démontrons tous les jours dans ces colonnes : non, cette pseudo-« réforme »

n'est pas la solution pour garantir l'avenir de notre système de retraite. Oui, de nombreuses autres propositions existent pour le financer et l'améliorer. Et puis, quelle crédibilité accorder aux arguties de la majorité quand nombre de ses membres étaient auparavant farouchement opposés au report de l'âge légal? C'est même le cas du ministre du Travail, le contorsionniste en chef Olivier Dussopt, qui ne mâchait pas ses mots en 2010 contre la réforme Fillon.

Quand les chiens de garde de la Macronie sont à court d'arguments, ils n'hésitent pas à dégainer l'ultime flèche de la « validation » de la réforme dans les urnes. « Mais enfin, tout de même, ce projet était inscrit noir sur blanc dans le

programme de Macron, qui a été réélu ! » allez-vous entendre régentement sur les ondes bienveillantes du pouvoir. Omettant opportunément de rappeler que le président ne doit sa réélection qu'aux électeurs de gauche qui se sont mobilisés pour empêcher l'extrême droite d'accéder au pouvoir.

Sur la défensive, le gouvernement ne détient que peu de cartes sous le coude, espérant que le prétendu sentiment de « résignation » des Français entravera la réussite du mouvement social. La première journée de mobilisation du 19 sera décisive. Faisons de la « pédagogie » avec le gouvernement, montrons-lui que la « raison » indique de retirer ce projet. ■

Les faits sont là, têtus, comme nous le démontrons tous les jours : non, cette pseudo-«réforme» n'est pas la solution.

LE DESSIN DE BESSE

BOUANGERS EN DANGER



LE DÉPART À LA RETRAITE EN 2022

.../...

par le gouvernement à la Commission européenne en gage de sérieux budgétaire. « Sur la période 2023-2027, le gouvernement s'est fixé pour objectif le retour à des comptes publics normalisés une fois la crise sanitaire passée, précise le document. Le déficit public reviendrait sous le seuil de 3% (de PIB) à l'horizon 2027. » Mais il n'est pas question de réduire la voilure partout, complète le texte : plusieurs mesures seront maintenues, à commencer par la suppression dès 2023 de la CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises), réclamée par le patronat en dépit de son coût pour les finances publiques (4,3 milliards d'euros en moins pour les caisses de l'État cette année). « Ces différentes mesures pourront être mises en œuvre (...) via une maîtrise de la dépense publique sur tous les secteurs, explique le document. Une réforme des retraites (...) contribuera notamment à cet objectif. » Il faut donc faire financer par le plus grand nombre les baisses d'impôts consenties aux entreprises.

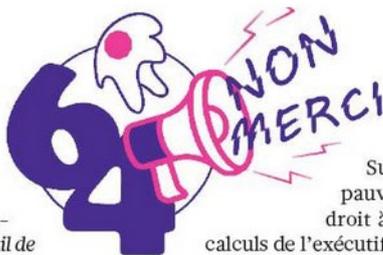
Inégalités « Un projet essentiel pour les femmes »

En évoquant le maintien de l'âge du taux plein automatique à 67 ans, la première ministre a salué « un geste essentiel (...), et je pense ici particulièrement aux femmes ». Précisons pour commencer que, dans le système actuel, les salariés qui attendent 67 ans pour partir à la retraite bénéficient d'une pension sans décote, même s'il leur manque des trimestres. En moyenne, les femmes sont deux fois plus nombreuses que les hommes à se retrouver dans cette situation (19 % des femmes de la génération 1950, contre 10 % des hommes), en raison de parcours plus accidentés - arrêts de carrière pour élever des enfants, etc. Élisabeth Borne présente comme un progrès ce qui relève en réalité du statu quo : de nombreuses femmes devront toujours patienter 67 ans avant de pouvoir souffler. « Il est inacceptable de présenter cette mesure comme favorable aux femmes, cingle l'économiste Rachel Silvera, maîtresse de conférences à l'université Paris-Nanterre. Si elles sont aussi nombreuses à attendre 67 ans pour partir, ce n'est pas seulement parce qu'elles ont un métier passionnant ! Il faudrait supprimer la décote, plutôt que de maintenir un système inégalitaire, qui se trouve au cœur d'inégalités croisées - de classe et de genre. »

La première ministre a également annoncé la possibilité pour les femmes bénéficiant du dispositif « carrière longue » (personnes ayant commencé à travailler très tôt) de comptabiliser des trimestres supplémentaires au titre du congé parental, pour partir plus tôt à la retraite. Mais il y a un sacré hic : cela ne devrait concerner que... 3 000 femmes chaque année. Soit moins de 1 % des femmes partant en retraite tous les ans ! Au-delà de ces éléments, le projet gouvernemental ne contient aucune mesure permettant de lutter réellement contre les inégalités de genre en matière de retraite. Fin 2019, indique l'Insee, les femmes perçoivent en moyenne 1 272 euros de pension, soit 24 % de moins que les hommes.

Justice « Garantir à tous les retraités une pension décente »

C'est « la » mesure sociale la plus emblématique... et aussi la plus floue. Selon le gouvernement, « avec la réforme, la pension de retraite pour une carrière complètement cotisée au Smic ne pourra être inférieure à 85 % du Smic net, soit environ 1 200 euros brut par mois ». Au-delà de l'affichage, cette mesure pose deux problèmes. D'abord, la cible. Signe d'ouverture en direction de la droite, les 1 200 euros ne seront pas réservés aux futurs retraités, comme prévu, mais bénéficieront également aux actuels. L'avancée est réelle, mais extrêmement limitée : près de 70 % des personnes vivant avec moins de 1 000 euros



de pension, soit le cœur de cible gouvernemental, ont des carrières incomplètes.

Sur les 5,7 millions de retraités pauvres, seuls 2 millions auraient droit à une revalorisation, selon les calculs de l'exécutif.

Autre problème de la mesure, son financement.

Selon le gouvernement, la revalorisation coûterait environ 1 milliard d'euros, mais les cabinets ministériels avouent benoîtement que le plan de financement n'est pas encore bouclé. L'exécutif veut jouer au bonneteau : les employeurs verraient leur taux de cotisations vieillisse augmenter de 0,1 %, ce qui rapporterait 800 millions d'euros supplémentaires à l'État, à horizon 2027. Mais comme il n'est pas question de les mettre à contribution, leur taux de cotisation à la branche AT-MP (accidents du travail-maladie professionnelle) baisserait d'autant. Priver les caisses de cette branche de la Sécurité sociale de 800 millions d'euros par an envoie un curieux signal, pour une réforme qui vise justement à mieux tenir compte de la pénibilité. « Siphonner cette branche est une catastrophe, confirme Régis Mezzasalma, conseiller confédéral CGT en charge des retraites. L'exécutif se retranche derrière le fait que cette caisse est excédentaire, mais c'est tout sauf une bonne nouvelle : ces excédents proviennent essentiellement de la sous-déclaration des accidents du travail. »

La branche AT-MP est gérée par les syndicats et le patronat. Éric Gautron, secrétaire confédéral FO qui participe aux négociations de la branche, dénonce « un véritable scandale » : « C'est l'étatisation de la Sécu qui continue, puisque l'exécutif va piocher à sa guise et sans aucune concertation

.../...





dans une caisse gérée de façon paritaire. Ensuite, cet argent va nous manquer : chaque année, nous aurons 800 millions d'euros en moins pour faire de la prévention. »

Emploi « Redonner toute leur place aux seniors »

Le gouvernement jure qu'il veut prendre à bras-le-corps le problème du chômage des seniors – selon l'OCDE, le taux d'emploi des 55-64 ans atteint 56,8 % en France, contre 62,6 % pour la zone euro. Pis, la moitié des salariés ne sont plus dans l'emploi quand ils prennent leur retraite. Les employeurs ont souvent tendance à se débarrasser des quinquas (ou à les placarder), considérés comme trop coûteux et plus assez malléables. « *Les freins à l'embauche et au retour en emploi des seniors doivent être levés!* » tonne Matignon. Pourtant, le principal dispositif prévu par la réforme est la création d'un index que rempliraient les entreprises, afin de valoriser les bons élèves et de stigmatiser les autres. Précision de taille : les seules sanctions prévues concerneront les entreprises qui refuseraient de publier les indicateurs... et non celles qui maquilleraient leurs chiffres ou qui se débarrasseraient de leurs seniors.

Travail « Mieux prendre en compte la pénibilité »

Un « projet de justice qui protège de l'usure professionnelle », dixit Matignon. Pas si sûr... L'exécutif dit vouloir améliorer le compte pénibilité (ou C2P), outil lancé en 2014 qui ouvre la possibilité à des salariés de partir plus tôt à la retraite, à condition qu'ils aient accumulé

■ ■ ■ suffisamment de points, attribués en fonction de leur exposition à différents facteurs de pénibilité (travail de nuit, répétitif, etc.). Ce dispositif a été torpillé sous le premier quinquennat d'Emmanuel Macron, qui a supprimé quatre critères sur les dix prévus (agents chimiques dangereux, manutention de charges, postures pénibles et vibrations). Au lieu de les réintroduire, l'exécutif propose d'abaisser les seuils d'exposition au travail de nuit et au travail en équipes successives alternantes. Objectif : permettre à 60 000 salariés supplémentaires de bénéficier du compte tous les ans. Même si cela constitue un progrès pour les salariés concernés, le chiffre paraît dérisoire au regard du nombre de travailleurs exposés à de la pénibilité. Selon la Dares, quelque 2,9 millions de salariés étaient soumis à l'une des pénibilités potentiellement reconnues par le compte pénibilité en 2017. Mais seulement 1,9 million bénéficie du C2P.. Et encore, ces chiffres ne représentent que la partie émergée de l'iceberg. À titre d'exemple, 86 % des salariés déclarent souffrir de troubles musculo-squelettiques (TMS), selon une étude Ifop réalisée en décembre 2022.

Démocratie « Une réforme menée dans la concertation »

Cette réforme, « nous l'avons améliorée sur plusieurs points grâce à cette concertation importante », prétend le ministre du Travail, Olivier Dussopt. Il est bien le seul, pourtant, à y croire. Des concertations ont été menées avec syndicats et patronat à l'automne, mais les avancées sont tellement maigres que l'exécutif se retrouve confronté à une intersyndicale inédite depuis 2010. « *Nous ne sommes pas tout à fait sur la même planète!* » lançait le président de la CFE-CGC, François Hommeril, député, à la sortie d'un énième cycle de discussions, le 3 janvier. En décembre, déjà, le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, dénonçait une « concertation pipeau ». ■

CYPRIEN BOGANDA

(1) Un point de PIB = 1 % de PIB, soit environ 25 milliards d'euros pour l'année 2021.



RETRAITES : UN MINISTRE CRACHE (un peu) LE MORCEAU



[Franck Riester, le ministre des relations avec le Parlement, vient de reconnaître que les femmes seraient pénalisées par la réforme des retraites.](#) Au grand dam de ses petits copains du gouvernement qui ont modérément apprécié qu'il leur casse la baraque...

Allez camarade Riester, encore un petit ef-

fort : penche-toi aussi sur le sort des intérimaires, des précaires, des travailleurs qui ont eu une carrière hachée, de celles et ceux qui ont travaillé tôt et tu auras une idée assez objective de ce que contient la réforme de ton patron, Emmanuel Macron. Pour savoir ce que contient vraiment ce projet de réforme des retraites, cliquez [ici](#)

RN : la haine antisyndicale prend le dessus

Si le parti d'extrême droite cherche à se présenter comme un opposant à la réforme, son rejet profond des mouvements syndicaux refait surface.

Contre qui le Rassemblement national (RN) s'oppose-t-il le plus fermement ? Le gouvernement et sa réforme des retraites jugée « injuste », par Marine Le Pen, ou le mouvement social mené par les syndicats et la gauche ? Depuis l'annonce du plan d'Élisabeth Borne et de l'appel à la grève, un élément de langage a en tout cas pris le dessus chez les cadres du parti d'extrême droite : « *Les syndicats et les partis de gauche ont appelé à voter pour Emmanuel Macron au second tour. Ils sont complices de la mise en œuvre de cette réforme* », déclarait, la semaine dernière, leur président, Jordan Bardella. Une phrase répétée en boucle et quasiment au mot près ces derniers jours par les députés Julien Odoul, Sébastien Chenu, Laure Lavalette, Jean-Philippe Tanguy... Un argument en miroir de celui servi par le chef de l'État depuis l'Espagne, selon lequel « les choses ont été dites clairement » lors de la présidentielle. Si le RN cherche à se présenter comme le principal opposant au gouvernement tout en employant ses arguments, ces récentes sorties ciblent en premier lieu le mouvement social, en tentant de le discréditer, plutôt que le fond de la réforme. Rappelant ainsi la haine antisyndicale « *ancrée dans la culture du parti* », selon le politologue Jean-Yves Camus. Le spécialiste de l'extrême droite ajoute que « *le RN joue, en rappelant les défaites syndicales de ces dernières années, pour tenter de s'approprier les travailleurs déçus* ». Mais si le mouvement social dure, cela pourrait discréditer ce parti libéral, faussement social, qui a abandonné la retraite à 60 ans. Selon un sondage Ifop du 19 janvier, 38 % des électeurs du RN envisageaient de manifester ce jeudi. « *Ce mouvement peut leur retirer une certaine légitimité, du fait de ne pas être en lien avec ceux qui luttent* », conclut le sociologue Sylvain Crépon.

Actuellement en visite au Sénégal, Marine Le Pen semble peu concernée et estime que, « *dans une démocratie, mener la bataille, c'est mener la bataille dans les assemblées* ». Le député Sébastien Chenu va plus loin en tentant de discréditer la grève : « *Avec ces manifestations, c'est toujours le côté de l'extrême gauche qui cherche à casser les institutions alors qu'il faut bien un endroit pour débattre, l'Assemblée.* »

Les élus lepénistes ne sont pas les bienvenus aux manifestations, comme l'ont rappelé Philippe Martinez et Laurent Berger : « *Le RN est un risque réel pour la démocratie et le droit des travailleurs* », a expliqué le secrétaire national de la CFDT à *Quotidien*. Au fil des manifestations, l'arnaque sociale et l'absence de solutions alternatives sur la question des retraites pourraient sauter aux yeux de certains travailleurs récemment tentés par l'extrême droite. ■

FLORENT LE DU

Le simulateur de retraites

Pour savoir à quelle sauce Emmanuel Macron et Marie-Agnès Ponsier-Winsback veulent vous manger, consultez [le simulateur](#) mis en ligne par le collectif « Nos retraites »

La tête dans le flux

Décryptage en vidéo des [« éléments de langage »](#) des défenseurs de la réforme des retraites

Le gouvernement nous prend-il pour des idiots ?

[Cà semble bien être le cas, comme le démontre en vidéo Gilles Raveaud, maître de conférence à l'Institut d'Études Européennes de Paris VIII](#)

La gauche fait front commun contre la réforme des retraites

Face à l'intransigeance d'Emmanuel Macron, Fabien Roussel, Olivier Faure, Mathilde Panot, Marine Tondelier et Olivier Besancenot [expliquent leur opposition à la réforme](#), et avancent leurs propositions. Retrouvez [celles de Fabien Roussel, pour le PCF](#)

Le « Monsieur retraites » de Suède invite Macron à ne pas faire la même erreur que lui

Voici 20 ans, la Suède a reporté l'âge de la retraite à 65 ans. Un choix qui a paupérisé les retraités comme le rappelle [Karl Gustaf-Scherman, l'ancien « Monsieur Retraite » de la Suède, qui invite Emmanuel Macron « à ne pas recopier le modèle suédois »](#).

Les principales mesures de la réforme

1. Passage de l'âge légal de 62 ans actuellement à 64 ans : l'âge de départ sera relevé dès septembre de trois mois par an, pour atteindre 64 ans en 2030.

2. Accélération du calendrier de la réforme Touraine : la durée de cotisation nécessaire pour obtenir sa retraite à taux plein va être relevée d'un trimestre tous

les trois ans jusqu'en 2035, pour atteindre 172 trimestres (43 ans) pour les générations nées en 1973 et suivantes.

3. 1 200 euros de pension minimale, uniquement pour les carrières complètes : contrepartie phare de l'exécutif, cette mesure n'est qu'une mini-avancée. La pension minimale sera portée à 85 % du salaire minimum à partir de 2023,

mais cela ne concernera que les nouveaux retraités ayant validé une carrière complète.

4. Des carrières longues rallongées : ce dispositif permet aux salariés ayant commencé à travailler très tôt de partir avant l'âge légal. Avec la nouvelle réforme, seuls ceux qui auront décroché leur premier emploi avant 16 ans pourront partir à 58 ans.

Pétition Nationale pour défendre les retraites

Le Rouge-Gorge avait laissé le 14 janvier dernier à 300 000 signatures [la pétition nationale](#) lancée par les syndicats de salariés. 10 jours plus tard, cette pétition en était à 763 660 signatures. Et vous, l'avez-vous signée ? L'avez-vous fait signer autour de vous ?



Hervé Morin cité dans une enquête pour prise illégale d'intérêt

[Le nom du président de la Région Hervé Morin vient d'être cité dans une information judiciaire](#) pour prise illégale d'intérêt. En cause, [la gestion très spéciale d'une association par plusieurs membres de la famille d'Hervé Morin](#). Rappelons que parmi les vice-présidents de la Région figure Mme Marie-Agnès Poussier-Winsback, la députée macroniste de Fécamp

Taxer à 2 % les milliardaires pour combler les déficits des caisses de retraite

[Fabien Roussel](#), d'une part, l'ONG OXFAM d'autre part viennent de proposer de taxer le capital pour financer les retraites.

Réforme des retraites : tout comprendre pour mieux vous défendre !

Report de l'âge légal de départ de 62 à 64 ans, accélération de l'allongement de la durée de cotisations à 43 ans, suppression des régimes spéciaux... Une réforme juste et nécessaire, comme l'affirme le gouvernement ? Voici les preuves que non.

- +17 milliards d'€** économisés par an sur les retraites en 2030. L'objectif du gouvernement Macron est clair : on n'est pas pour sauver les retraités, mais compenser de futures baisses d'impôts des entreprises, comme il y est engagé auprès de la Commission européenne.
- 25%** des Français les plus pauvres (contre 5% des plus riches) sont déjà morts à l'âge de 62 ans.
- 7%** seulement des actifs sont pour le recul de l'âge légal de départ.
- 50%** seulement des salariés âgés de 61 ans sont encore en activité.
- 25%** sont en retraite anticipée.
- 25%** d'entre eux ont déjà commencé à travailler.
- 2.9 millions** de salariés sont dans des situations de pénibilité.

62 ans c'est déjà « excessif » pour la moitié des Français. Personne n'attend à cet allongement.

Simulateur de retraite du Collectif Nos retraites

Quel effet aurait la retraite à 64 ans (réforme Macron) ?

Année de naissance: 1969
 Âge de début de carrière: 21
 Nombre d'années non validées: 0
 Nombre d'enfants: 0

Je calcule l'effet de la réforme

Plus d'informations sur le simulateur



ENRICHISSEMENT RECORD DES MILLIARDAIRES

Un rapport annuel d'Oxfam démontre l'enrichissement indécent des plus riches. Depuis 2020, les 1 % les plus aisés ont capté les deux tiers des richesses produites à travers la planète. Un profit sans précédent et d'autant plus révoltant que de nouvelles mesures d'austérité se préparent pour le plus grand nombre, comme la réforme des retraites prévue par Emmanuel Macron et Elisabeth Borne.



La fortune de Bernard Arnault a bondi de 100 % en deux ans, son patrimoine équivaut à celui de 20 millions de Français, soit le tiers de la population. © Come Sittler/REA

En plein 53^e Forum économique de Davos, où débarquent en jets et en masse grands patrons, oligarques et dirigeants politiques pour « améliorer l'état du monde », [Oxfam propose un nouveau rapport baptisé « La loi du plus riche »](#), toujours plus accablant, sur l'insoutenabilité des inégalités.

Ainsi, après deux années de crise sanitaire et économique, le patrimoine de Bernard Arnault vaut celui de 20 millions de Français, soit près d'un tiers de la population du pays. Ou encore, si une personne avait gagné 2 millions d'euros à chaque édition du Loto depuis l'armistice de 1918, elle n'aurait même pas la moitié de la fortune du PDG de LVMH. « Les milliardaires ont été les premiers gagnants de la réponse au coronavirus. À eux seuls, les 10 premiers milliardaires français ont engrangé 189 milliards d'euros depuis 2020, assez pour couvrir les factures de gaz, d'électricité et de carburant de tous les ménages français pendant deux ans », renchérit Quentin Parriello, porte-parole d'Oxfam France et coauteur du rapport,

principalement sur son volet français.

Sur les dix dernières années, en moyenne, pour 100 euros de richesse créée en France, 35 euros ont été captés par les 1 % des Français.es les plus riches, 32 euros par les 9 % suivants.

Les 50 % les plus précaires n'ont reçu que 8 euros. La logique préexistait au Covid, mais la crise n'a fait qu'aggraver cette tendance. La réponse publique à la crise du coronavirus a provoqué la hausse la plus importante jamais enregistrée de la fortune des milliardaires.

En France, ils ont ainsi gagné près de 220 milliards d'euros entre mars 2020 et mars 2021. Il y a ceux qui ont bénéficié des aides et ceux qui, en plus, ont su profiter des crises. En 2022, le milliardaire Rodolphe Saadé, PDG et actionnaire majoritaire de l'entreprise de fret maritime CMA CGM, a ainsi vu sa fortune augmenter de 28,5 milliards d'euros, son patrimoine a été multiplié par 5 ! De même, [Carrie Perrodo, actionnaire majoritaire de l'entreprise pétrolière Perenco](#), a vu sa fortune augmenter de près de 40 % en 2022 grâce en particulier à la guerre en Ukraine. Depuis 2020, la fortune des milliardaires dans le monde a augmenté de 2,7 milliards de dollars par jour ! Une fracture entre fortunes décuplées et factures impayées

De l'autre côté de l'échelle sociale, les conséquences sont encore plus visibles. « En France, la fréquentation des Restos du cœur a augmenté de

12 % en six mois. Quatre Français.es sur dix ont le sentiment de devoir restreindre leur alimentation, tandis que deux Français.es sur dix n'ont pas réussi à payer l'ensemble de leurs factures en 2022 », pointe le rapport d'Oxfam. L'explosion des prix de l'énergie et des biens de première nécessité a frappé en particulier les plus précaires : + 20 % pour les pâtes, + 29 % pour le steak haché, + 34 % pour les légumes frais. Et jusqu'à + 120 % pour l'huile de tournesol. Dans le monde, plus de 820 millions de personnes souffrent aujourd'hui de la faim ; 60 % d'entre elles sont des filles et des femmes. Et ce n'est malheureusement pas fini, alarme Oxfam, selon qui les trois quarts des gouvernements dans le monde s'apprêtent à prendre de nouvelles mesures d'austérité en réduisant leurs dépenses de santé, d'éducation ou de protection sociale afin d'économiser plus de 7 500 milliards d'euros. En France, le gouvernement est aussi en train de faire payer la facture de la crise à ses premières victimes. La baisse des indemnités de chômage, juste votée, vise une économie de 4 milliards d'euros et le nombre de chômeurs indemnisés va baisser de 12 %. Quant au report de l'âge de départ à la retraite à 64 ans, il doit rapporter 13 milliards d'euros... Et si on inversait la tendance ? Si on faisait cotiser les revenus du capital à la même hauteur que ceux du travail pour financer nos retraites ?

**Avec les communistes, devenez acteur de
la Nouvelle Union Populaire, Ecologique
et Sociale**

JE REJOINS le Parti communiste français

Nom & prénom

Date de naissance Sexe  

Adresse

CP/Ville

Profession

Lieu de travail ou d'étude

Tel.

Portable

E-mail

Comme chaque
femme et
chaque homme
qui rejoint le
PCF, vous
avez le droit
de recevoir
l'**Humanité**
pendant
un mois.
Merci de nous
confirmer
votre accord.

OUI

À renvoyer à: **Parti Communiste Français**
33 place de général de Gaulle 76000 Rouen

Envoyez un E-mail à pcf@pcf-fecamp.fr avec vos questions
et suggestions.

Consultez les anciens numéros du Rouge-Gorge sur le web
à <http://www.pcf-fecamp.fr>

Inscrivez-vous pour recevoir par mail les nouveaux bulletins
à pcf@pcf-fecamp.fr

La page Facebook du PCF de Fécamp
(1 à 2 mises à jour par semaine) :
Pour suivre l'actualité politique au quoti-
dien

Cliquez ici 

Le site web de la section de Fécamp du
PCF, avec l'intégrale des anciens nu-
méros du Rouge-Gorge et nos vidéos :

Cliquez ici 

Le journal l'Humanité :

Cliquez ici 

Les élus communistes du conseil
municipal de Fécamp :

Cliquez ici 

La page Facebook de Céline Brulin,
sénatrice de Seine-Maritime :

Cliquez ici 

La page Facebook de Jean-Paul Lecoq,
député de Seine-Maritime :

Cliquez ici 

La page Facebook de Sébastien Jumel,
député de Seine-Maritime :

Cliquez ici 

La page Facebook d'Hubert Wulfranc,
député de Seine-Maritime :

Cliquez ici 



Prenons soin de la France

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS